COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 27 OCTOBRE 1979 — N°41 — PRIX : ANTILLES 1,50F · FRANCE 2F

Editorial

LE BUT DE LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS DANS LES DOM - TOM : GAGNER DU TEMPS.

Le gouvernement entretient un climat politique fait de confusion dans ses dernières colonies que sont les DOM - TOM.

Parlant en Polynésie, le ministre des colonies affirme en substance : « La France ne partira pas . . . sa présence est souhaitée par les populations etc. . . » En Nouvelle-Calédonie où se manifeste une forte opposition nationaliste - le parti d'Indépendance Kanaque - il menace et réprime.

Dans d'autres territoires, des militants nationalistes sont emprisonnés, des assemblées trop peu alignées sur le gouvernement sont dissoutes, le mode de représentation est carrément changé (cas de Tahiti).

En Guyane, l'assemblée locale boude la politique de Dijoud, prône un statut spécial et flirte avec l'idée d'une autonomie. Dijoud n'a que le plus grand mépris pour eux. Il répond en substance : «Qu'à cela ne tienne, aux prochaines élections cela changera ; ces gens là ne seront plus à leur poste. » Peut-être Dijoud et le gouvernement français prendront-ils des "dispositions" spéciales pour que soient élus les gens choisis par eux.

Il y a aussi la petite phrase sur les 80% de votes nécessaires pour que l'impérialisme consente à quitter les territoires qu'il domine et pille. Dijoud et Giscard se sont mis en tête de "normaliser" aux Antilles et dans les autres DOM - TOM.

Ils assimilent à tour de bras. Mais à chaque pas ils rencontrent des difficultés inattendues. Ils veulent assimiler les salaires des fonctionnaires, mais les intéressés ne l'acceptent pas, car les prix ne sont pas encore assimilés, vu que la distance n'est pas abolie entre la France et ses colonies.

Dijoud parle de "sortir de l'isolement" et de "regarder dans la région où l'on vit". Il s'agit de discours de salons, tout comme lorsqu'il parle de la "culture" des Antillais. Mais cela effraie quand même dans les milieux bourgeois locaux qui y voient le début d'un mouvement pour s'orienter vers le "lâchage" des DOM - TOM. On prête alors au gouvernement français l'intention secrète de "lâcher" les DOM - TOM et de les conduire à l'indépendance.

Dijoud et Giscard veulent, disent-ils, mettre fin aux "séquelles du colonialisme, et aux privilèges". Pourtant ils ne font rien contre les grands propriétaires dont certains ont l'énorme privilège de posséder des milliers d'hectares de ce moyen de production qu'est la terre.

Et ce sont précisemment ces possédants qui ne sont en rien inquiétés par un pouvoir qui ici comme ailleurs respecte et protège la propriété privée des capitalistes, et particulièrement des plus gros, ce sont ceux là qui crient qu'on veut les "lâcher".

Mais qu'ils se rassurent !

Le pouvoir colonial ne sort jamais de ses colonies sans en avoir été chassé. Il devra en être ici comme ailleurs.

LUTTE CONTROLEE ET DIRIGEE PAR LES TRAVAILLEURS: LUTTE PLUS EFFICACE !

A l'heure actuelle continuent à se dérouler toute une série de conflits en Guadeloupe et en Martinique.

C'est ainsi que la grève des garages au bout de 5 semaines dure toujours. Aux dernières négociations, les patrons proposaient 9,5% d'augmentation, alors que les ouvriers, après bien des reculades des syndicats, n'en réclamaient plus que 10%. Malgré cela, les patrons s'obstinaient dans leur refus et faisaient en sorte que la grève se prolonge encore.

A la Caisse d'Allocations Familiales, le reclassement réclamé par le syndicat CGTM n'était toujours pas effectué complètement, et la grève était totale depuis 3 semaines.

Dans les docks, la grève perlée des dockers continuait toujours. Ceux-ci protestaient contre les menaces de chômage qui pèsent sur eux, car après les destructions dans les bananeraies, il y a moins de bananes à expédier et la Transat en profite pour essayer de mettre à pied les travailleurs.

Nouveau conflit, celui des hospitaliers de la Martinique. Pratiquement tous les hôpitaux sont touchés et plus particulièrement les principaux, ceux de Fort-de-France, du Lamentin, de Trinité et de Saint-Esprit. Les employés réclament principalement l'arrêt des licenciements de temporaires, l'embauche de 280 travailleurs et le déblocage des crédits nécessaires à la bonne marche des hôpitaux.

En Guadeloupe, la grève à Grosse Montagne est le principal conflit qui dure depuis maintenant plus d'un mois. Le directeur de l'usine est revenu sur l'accord qu'il avait conclu.

A Basse-Terre, la grève des employés de la Librairie Populaire dure depuis trois semaines maintenant, les employés réclament entre autres des augmentations de salaire.

On peut donc dire qu'il y a actuellement une série d'actions et de luttes ouvrières, luttes qui montrent qu'une bonne partie des travailleurs sont mécontents de la situation actuelle.

Le comité de grève : une direction élue par les travailleurs.

Les travailleurs sont mécontents d'une situation qui signifie pour eux bas salaires et licenciements.

C'est d'ailleurs pourquoi les augmentations de salaires reviennent pratiquemment dans tous les conflits actuels, tandis que dans les services publics on réclame l'embauche de personnel supplémentaire.

Il est vrai aussi que les travailleurs s'en remettent souvent aux syndicats pour mener ces luttes. Ils attendent de ceux-ci qu'ils prennent la tête de la lutte contre les licenciements et les bas salaires.

Or manifestement, les directions syndicales sont loin de telles pensées. On ne peut pas dire qu'elles freinent les mouvements actuels, ni qu' elles font quoi que ce soit pour les empêcher. Les directions syndicales et principalement le CGTM participent aux divers mouvements et en prennent carrément la tête.

Mais cela ne signifie pas pour autant que les dirigeants syndicaux font ce qu'il faudrait faire dans la situation actuelle.

Actuellement, il est nécessaire, si l'on veut lutter avec quelques chances de succès, d'opposer un plan d'action global aux attaques des patrons et de l'état patron.

En effet, nous sommes en période de crise. Pour mieux préserver et accroître leurs profits, les patrons ne cèdent sur quoi que ce soit, que contraints ou forcés. Si tous les mouvements actuels sont si durs par rapport aux mouvements passés, si les grèves durent si longtemps, c'est que les travailleurs se heurtent de plus en plus à l'intransigeance patronale. Cela se vérifie aussi bien à Grosse Montagne que dans les Garages ou à la CAF.

(suite page 4)

Blanchet : Faisons payer cher aux capitalistes leur envie de fermer les usines !

Le voyage de Dijoud, la conférence interrégionale n'auront donc rien apporté de nouveau en ce qui concerne l'usine Blanchet.

Dijoud s'est contenté d'affirmer (à bon compte) qu'il empêcherait les licenciements. On peut se demander comment, car si le gouvernement est impuissant à faire admettre aux capitalistes le maintien en activité de l'usine, ce ne sont pas les licenciements qu'il pourra éviter quelles que soient les procédures juridiques dont il a parlé. Tout cela, c'était pour amuser la galerie, pour avoir quelque chose à dire aux travailleurs et aux élus.

En fait, jusqu'à présent, seuls les capitalistes sont fermes sur leurs positions. Ils viennent de réaffirmer leur volonté de fermer l'usine et le processus est en marche. Pendant ce temps, les élus discutent, supplient, prient gouvernement et ministres de "faire quelque chose" et s'en retournent bredouillants, à peine honteux, impuissants . . .

Dans cette affaire de Blanchet, on constate en effet une chose ; c'est la grande incertitude qui règne chez tous ces gens qui affirment vouloir le maintien de l'usine en activité, ainsi que la vague de leurs propos et leur manque de perspectives. Et il y a beaucoup de monde, de la droite, de la gauche, des élus, des syndicats, des notables qui se sont déjà exprimés contre la fermeture de l'usine, en vain. Pourtant, des actions ont été organisées, parfois très massives, très réussies comme à Morne-à-l'Eau il y a trois semaines, où des milliers de gens sont descendus dans la rue pour crier leur mécontentement. Une autre manifestation rassemblant les ouvriers d'usine a eu lieu mardi après-midi à Basse-Terre. D'autres sont prévues dans les jours qui viennent. Mais ces protestations, ces actions quelque massives qu'elles soient sont loin d'ébranler la décision des capitalistes de la SIS et la complaisance du gouvernement à leur égard.

Car la tendance des capitalistes de l'industrie sucrière est à la suppression de cette activité dans une branche qui ne leur rapporte plus comme avant. Comme ils l'ont déjà fait en Martinique, ils s'apprêtent en Guadeloupe à liquider les usines à sucre. De plus, la période de crise actuelle ne peut qu'accélérer le processus. Quand leurs profits sont en jeu, les capitalistes restent entièrement sourds aux prières, aux injonctions et aux pressions. Ils font ce qu'ils ont décidé de faire pour accroitre ou maintenir leur taux de profit.

Peut-être ceux de la SIS négocient-ils en ce moment avec le gouvernement, mais le gouvernement est impuissant à leur faire admettre une politique qu'ils ne veulent pas pratiquer. Au mieux, ils pourraient différer la date de la fermeture, mais de toutes façons ce serait pour fermer l'an prochain. Quant aux autres usines, celle de Beauport par exemple, liée aux "Grands Moulins de Paris", elle risque de fermer ses portes un jour ou l'autre, de même Grosse Montagne ou Gardel. Le gouvernement se soumet à la volonté des capitalistes car il est à leur service: L'état c'est l'état des riches, des capitalistes, l'état des Empain, des Schneider, des Dassault. Ce sont ces derniers qui attendent de lui qu'il mène telle ou telle politique, et surtout le cas des plus gros, comme Empain celui de la SIS. D'ailleurs, la plupart des dirigeants de l'état : Giscard, Barre, les ministres, brassent, eux

(suite page 4)

MARTINIQUE :

LES NATIONALISTES S'OPPOSENT AUX 40% POUR S'ALIGNER SUR LES SALAIRES EN VIGUEUR EN FRANCE

La grève d'avertissement des fonctionnaires est terminée. Pendant 4 jours, du mardi 16 au vendredi 19 octobre, des milliers de fonctionnaires ont fait la grève, participé à des manifestations de rues, ou à des meetings. L'une des actions les plus remarquées fut la "réception" offerte à Dijoud le mercredi 17 à l'aéroport. Cet après midi là, des milliers de manifestants obstruèrent les voies d'accès à l'aéroport et interdirent le départ de Dijoud par la route. Celui-ci dut quitter l'aéroport par hélicoptère. Ainsi, les fonctionnaires ont montré amplement leur mécontentement face au projet de Dijoud de s'attaquer à leur salaire.

Si le PCM et la CGTM participèrent largement à ces luttes, il n'en fut pas de même pour le PPM et les nationalistes.

Le PPM notamment dans une longue déclaration, tout en soutenant les fonctionnaires en grève, s'en prit violemment aux 40%. La prime de vie chère aurait le don à la fois de renforcer l'assimilation et de faire des fonctionnaires des privilégiés par rapport à la masse des travailleurs du privé. Mais la principale critique adressée aux rémunérations des fonctionnaires est que cela constitue un frein au développement économique du pays: Le PPM réclamait tout simplement à Dijoud le droit de discuter des modalités d'aménagement du salaire des fonctionnaires.

Cependant, dans l'enseignement une des positions les plus remarquées fut celle du COREM (Comité de Résistance des Enseignants Martiniquais), groupe nationaliste, animé notamment par des partisans de "La Parole du Peuple". Ces enseignants refusèrent de participer au mouvement de grève et allèrent travailler, se retrouvant au coude à coude avec les enseignants les plus réactionnaires.

Gardant un silence prudent sur la suppression ou non des 40%, car le COREM réussit l'exploit dans un communiqué de 5 pages à ce sujet de ne point en parler, il affirme que la grève des fonctionnaires relève de "conceptions assimilées et étroitement ponctuelles".

C'est parce que "ces revendications . . . visent à perpétuer le cadre institutionnel français" que le COREM s'en démarque. Fort bien ! Mais alors il faudrait chercher à savoir qui est plus étroitement assimilé : le fonctionnaire qui touche une prime de 40% ou celui qui n'en touche pas. Selon la logique du COREM et aussi celle du PPM, il suffirait de supprimer cette prime et donc d'aligner les salaires sur ceux de la fonction publique parisienne pour faire des fonctionnaires des individus non assimilés !

En réalité, les arguments du COREM comme ceux du PPM sont des faux-fuyants et relèvent de la même conception quant au fond que celles de Dijoud. Dans cette optique, les privilégiés ne sont pas les gros capitalistes et les gros propriétaires fonciers,mais les fonctionnaires, et il est tout de même plus commode de s'en prendre à eux qu'à COTTRELL, Hayot et consorts. L'intérêt de Dijoud est très clair quand il dénonce les fonctionnaires comme des privilégiés : il les fait en réalité servir de boucs émissaires et tente de détourner sur eux le mécontentement populaire.

Les nationalistes ne se font pas faute sous le prétexte de lutter contre l'assimilationnisme de tomber dans le piège tendu par Dijoud.

J.B.

POINTE-A-PITRE :

GREVE ET MANIFESTATION DES FONCTIONNAIRES

C'est près de 1 500 fonctionnaires, soit un cortège à peu près équivalent à celui de la CGTG au premier mai dernier qui ont défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre. Les travailleurs hospitaliers, dont beaucoup étaient en tenue, se trouvaient au nombre de 150 environ, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps dans une manifestation. Mais la grande majorité du cortège, ce mardi 23 octobre, était constituée par les enseignants.

Partie du Hall des Sports, où les principaux responsables syndicaux avaient pris la parole, la manifestation emprunta la rue Frébault, passa devant la sous-préfecture et revint à son point de départ : un parcours on ne peut plus "classique". Quoique relativement nombreux, le cortège n'était pas des plus dynamiques : le caractère tardif de la grève y est sans doute pour quelque chose. Les slogans les plus nombreux étaient hostiles à Dijoud, d'autres invoquaient la solidarité entre les fonctionnaires et les autres travailleurs. «Non au démantèlement de l'économie guadeloupéenne», « Rouvé Blanchet» furent également repris, notamment devant la sous-préfecture.

Au moment de la dissolution, les organisateurs donnèrent quelques chiffres concernant la participation à la grève : elle aurait été suivie à environ 80% dans la plupart des secteurs, ce qui est un succès. Mais la mobilisation est loin d'être aussi dynamique qu'en Martinique, par exemple. Une nouvelle manifestation devait avoir lieu le mercredi 24 à Basse-Terre.

UNE FORCE D'INTERVENTION IMPERIALISTE DANS LES CARAIBES

Le gouvernement des Etats Unis vient d'annoncer la création d'une force d'intervention dans les Caraïbes avec le Canada et la Grande Bretagne. Cette décision s'ajoute à celle de créer une flotte spéciale d'intervention basée en Floride.

Depuis quelques temps, l'impérialisme Américain porte donc une attention particulière aux Caraïbes.

Les mesures militaires qu'il prend sont destinées à surveiller l'évolution de certains Etats, à intimider certains gouvernements et aussi à prévenir tout mouvement radical de type castriste qui pourrait surgir dans une zone que l'impérialisme US ne tient pas à voir échapper, après Cuba, à son influence directe ou indirecte.

Les dernières décisions du gouvernement des USA en ce qui concerne la Caraïbe ne sont pas dénuées de préoccupations de politique intérieure, en particulier électorales. Carter doit satisfaire un électorat qui lui reproche une trop grande mollesse à l'égard de l'Union Soviétique. En particulier, il lui était reproché de n'avoir pas réagi à la présence d'une soi-disant brigade militaire soviétique à Cuba. Voilà qui aujourd'hui est chose faite.

Quoiqu'il en soit, depuis plusieurs mois, certains changements politiques sont intervenus dans les Caraibes qui, s'ils n'inquiètent pas outre mesure l'impérialisme US, lui suffisent néanmoins pour justifier une apparition militaire dans la région.

Ce fut le coup d'état de Grenade et la prise du pouvoir par Maurice Bishop contre le réactionnaire Gairy et les prises de position du nouveau gouvernement de Grenade en faveur de Cuba, ce furent les manifestations qui, à la Dominique ont abouti à l'éviction de Patrick John et aujourd'hui l'instabilité politique causée par les destructions du cyclone David dans ce même pays. De plus dans un certain nombre de pays comme la Jamaique, la Guyana, le Surinam et d'autres, existe une certaine instabilité politique causée par l'extrême pauvreté de la population et l'expression fréquente du mécontentement populaire.

Alors, comme un peu partout dans le monde, l'impérialisme place ses navires de guerre . Cela fait partie du jeu stratégique auquel se livrent les grandes puissances dans le monde : en particulier les USA et l'URSS.

Partout où des peuples cherchent une voie pour exprimer leur mécontentement face à l'exploitation, au sous-développement, à la misère, l'impérialisme US est présent et veille au grain. Dans la lutte d'influence qu'il livre à l'URSS, il cherche par tous les moyens à éviter que des pays, même tout petits comme ceux de la Caraïbe ne tombent sous l'influence Cubaine ou Soviétique.

Mais les démontrations de force, les menaces et même les interventions impérialistes n'ont jamais empêché les peuples, lorsqu'ils sont vraiment décidés à se battre, comme à Cuba ou au Vietnam, par exemple de mettre en place les régimes de leur choix.

Grenade sous la pression de l'impérialisme américain

Le gouvernement de Maurice Bishop vient de prendre deux mesures qui ont provoqué le mécontentement de l'impérialisme américain. Il s'agit tout d'abord de l'arrestation d'une vingtaine de personnes sous l'inculpation de tentative de complot, ainsi que de l'interdiction d'un journal favorable à Eric Gairy, l'ancien dictateur, renversé le 13 mars dernier.

Une vingtaine de personnes ont en effet été arrêtées pour avoir, selon le gouvernement de Bishop, fomenté un complot. Le gouvernement affirme avoir découvert des armes, et prétend même que les inculpés se seraient entraînés en vue de son renversement.

Le journal, quant à lui, est le seul quotidien de l'île. Il est accusé par le gouvernement d'avoir diffusé de fausses nouvelles, en vue notamment d'opposer les "rastas" au régime de Bishop, dont ils sont les principaux soutiens. Après une manifestation des rastas contre le journal, le gouvernement en a suspendu la publication, affirmant que le journal continue en fait de soutenir Eric Gairy. Il projette par ailleurs d'éditer son propre quotidien. Nous n'avons bien sûr aucun moyen de vérifier les affirmations du gouvernement Bishop, qui pourrait profiter de l'occasion pour éliminer un certain nombre d'opposants. Le fait que l'impérialisme cherche à le renverser n'aurait cependant rien de surprenant.

Ces mesures ont d'ailleurs "scandalisé" l'administration Carter, qui aux Etats-Unis a pris "les droits de l'homme" comme cheval de bataille. L'interdiction du journal serait une atteinte intolérable à la liberté d'expression. Il est curieux de constater que le projet d'une loi sur la presse en Haiti, limitant une liberté d'expression déjà quasiment inexistante, n'a pas soulevé une telle indignation de la part du gouvernement U.S. . Il faut dire qu'en Haiti ses intérêts sont bien défendus, tandis qu'il n'a pas encore "digéré" le renversement de Gairy à Grenade, et la constitution d'un gouvernement qui cherche à se soustraire à l'emprise politique de l'impérialisme.

3e CONFERENCE INTER-REGIONALE : UN HOCHET POUR AMUSER LA GALERIE

Pour entretenir "le souffle du colloque" Dijoud convoque tous les 3 ou 4 mois des mini-colloques dits "conférence inter-régionale".

C'est la 3ème de ces conférences qui se déroulait la semaine dernière à Fort-de-France.

Tenir cette réunion quelques jours après avoir lâché la bombe de la réduction de la prime de vie chère des fonctionnaires donnait évidemment quelques difficultés au sous-ministre Dijoud. Pour réunir ce monde, il a fallu cette fois-ci qu'il mette la main à la pâte. Rencontre avec celui-ci, paroles d'apaisement en direction de celui-là, appel à tous pour faire taire la mauvaise humeur et la grogne. Ah ! Il a dû se démener,Dijoud ! Mais dans l'ensemble, cela a payé. Les hommes-liges du gouvernement étaient à peu près tous présents : les hauts fonctionnaires, les responsables et les élus, tous de la majorité d'ailleurs.

Ils étaient suffisamment nombreux en tout cas pour permettre à Dijoud de faire son "one man show" et l'applaudir encore. Ce Dijoud qui en fin de conférence déclarait tout satisfait : «Nous avons prouvé qu' il existait maintenant un projet pour les Antilles et la Guyane.»

Et de conférences en colloques, de colloques en conférences, les projets naissent, se tranforment en plans, reviennent à l'état de projet et sont à nouveau débattus, amendés . . . pour qu'en définitive, les questions les plus importantes ne soient jamais solutionnées.

Les derniers coups fourrés en date, de cette administration coloniale, sont la fermeture de l'usine Blanchet et la baisse de l'indemnité de vie chère alors même que Dijoud, représentant du gouvernement avait donné des assurances contraires quelques mois plus tôt.

C'est là toute la supercherie du gouvernement colonial aux Antilles et de ses complices locaux. Il est d'accord sur bien des choses : "industrialisation, diversification des cultures, développement de la Guyane." Mais dans les faits, il torpille lui-même ses propres plans et projets.

Combat Ouvrier, journal hebdomadaire est en vente dans les boutiques et les librairies en Martinique et en Guadeloupe. Réclamez-le à votre libraire.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	*1 an*	*65 F*
	6 mois	*35 F*
France :	*1 an*	*100 F*
	6 mois	*50 F*

Sous pli fermé :

1 an	*110 F*
6 mois	*65 F*

Versement à adresser à :
Action et Réflexion Socialistes A.R.S.
B.D.A.F. Pointe-à-Pitre 10 002 640 97

LES TRAVAILLEURS DE GROSSE-MONTAGNE POURSUIVENT LEUR GREVE

Cela fait maintenant un mois et demi que les travailleurs de l'usine Grosse-Montagne sont en grève.

Commencée autour de la revendication de la mensualisation pour tous les travailleurs permanents, elle se poursuit face au refus de la direction de l'usine de réintégrer un travailleur arbitrairement licencié.

Le 8 octobre dernier, un accord était intervenu sur la mensualisation des ouvriers du garage et de la distillerie.

Le directeur de la S.A. Grosse-Montagne étant absent et son remplaçant s'étant déclaré incompétent pour régler le problème du licenciement, c'est alors que les travailleurs proposèrent que leur camarade licencié travaille en attendant le retour du directeur. C'est à un non ferme et catégorique qu'ils se heurtèrent de la part des responsables de l'usine présents.

A l'unanimité, dans une assemblée générale, ceux de Grosse-Montagne votaient la poursuite de la grève jusqu'au retour du directeur absent.

Retour, qui d'après le directeur lui-même, devait avoir lieu vers le 18 octobre.

Inquiets et fort mécontents de l'absence prolongée du directeur, les travailleurs de Grosse-Montagne se retrouvaient lundi 22 octobre devant l'usine pour à la fois débattre de la grève générale des usines et de leur propre mouvement.

C'est donc à l'issue de cette assemblée générale qu'ils décidèrent d'aller demander des nouvelles du directeur à son fondé de pouvoir.

Ce dernier fit d'abord mine de ne rien savoir au sujet du directeur.

Mais se sentant de plus en plus coincé, et la colère des ouvriers se faisant de plus en plus grande, il dut se résoudre a appeler son directeur au téléphone. Aucune réponse exacte quant à la date de son retour ne put être obtenue, mais probablement sur son conseil, le fondé de pouvoir

LES DELEGUES DE L'USINE EN DISCUSSION AVEC LE DIRECTEUR HAYOT LORS DE LA GREVE EN JANVIER 1979.

fit la proposition d'une rencontre arbitrée par l'inspecteur du travail.

Rendez-vous fut pris pour le mardi 23 octobre à la mairie du Lamentin.

Présents tous à ce rendez-vous du mardi, les travailleurs devaient apprendre que la direction s'était rétractée dans l'après-midi du lundi.

Une assemblée générale devait se tenir à la salle des fêtes du Lamentin au cours de laquelle les travailleurs analysèrent la nouvelle situation et prirent la décision de poursuivre leur mouvement et de durcir leur position face à une direction qui non seulement ne venait pas à un rendez-vous fixé par elle-même mais encore remettait en question des accords passés antérieurement.

Un télégramme fut envoyé au préfet et une nouvelle plate-forme discutée où, en plus des revendications déjà avancées, les travailleurs réclament :

- 2 600 francs de salaire minimum pour tous.
- Le paiement des jours de grève.

Les travailleurs de Grosse-Montagne ont raison de réagir ainsi. Face à des patrons aussi autoritaires et méprisants, c'est le langage de la force qu'il faut employer.

BANANE
Guadeloupe

SCEFA - SCEPLAG : MARTIN REVELE SON PLAN ; UNE VERITABLE PROVOCATION.

Ainsi après nous avoir lanternés de rendez-vous en rendez-vous, Max Martin a fini par avouer le plan qu'il mijote contre nous depuis le passage des cyclones David et Frédéric : se débarrasser de plus de 200 d'entre nous. En effet, le lundi 1er octobre, en présence de délégués CGTG de la banane et de plusieurs travailleurs, il a déclaré encore une fois n'avoir rien reçu comme subventions. Mais . . . qu'avec ses quelques millions d'économie (46 millions de francs anciens), il pourra faire redémarrer le travail, à la condition de ne donner du travail qu'à 40 travailleurs (5jours par semaine) ou à 80 (5 jours par quinzaine).

Il n'est bien entendu pas question pour nous d'accepter un tel plan. Martin cherche à nous diviser. D'ailleurs, les quelques travailleurs qui avaient été convoqués pour reprendre le travail ont été dissuadés de le faire par la majorité.

Finalement, il a déclaré que le travail reprendrait dans 3 mois.

Nombreux sont ceux d'entre nous qui pensent qu'il est temps de provoquer, par un moyen ou par un autre, une intervention de la Préfecture. Et cela d'autant plus que Martin refuse de nous donner l'attestation qui nous permettrait de toucher les allocations familiales et les 700,00 Frs promis par Giscard aux travailleurs privés d'emploi du fait des cyclones.

Le temps presse. Cela fait maintenant plus d'un mois que nous ne travaillons pas ; un mois que nous n'avons rien perçu comme argent. Cela ne peut plus durer.

MANIFESTATION DES OUVRIERS D'USINE A BASSE-TERRE

Ce sont environ 250 à 300 travailleurs industriels et agricoles qui se sont retrouvés le mardi 23 octobre à Basse - Terre à l'appel des syndicats CGTG, UIG - CFDT et UGTG.

Ce rendez-vous de Basse - Terre devait donner l'occasion aux ouvriers de l'industrie sucrière de manifester dans les rues de la capitale administrative puis devant le Conseil Général leur opposition à la fermeture de l'usine Blanchet.

Aux cris de «rouvé l'isine Blanchet» - «Té Guadeloup cé Té an nou» les travailleurs défilèrent dans les rues de Basse-Terre pendant qu'une délégation de 6 responsables syndicaux était reçue dans les enceintes du Conseil Général.

Au cours de cette séance extraordinaire du Conseil Général, les débats portèrent essentiellement sur les problèmes de la maladie de la canne et non point sur la fermeture de Blanchet.

Autant dire que le mécontentement des travailleurs fut grand quand les membres de la délégation leur apportèrent cette information.

C'est donc sur des propos très acides, quant à l'inefficacité et à l'inutilité des Conseils Généraux qui n'avaient pas jugé "opportun" de discuter de la fermeture de Blanchet , que la manifestation devait se terminer.

Encore une fois les travailleurs de la canne ont pu se rendre compte à quel point le Conseil Général n'est qu'un organisme au service du pouvoir colonial et des capitalistes, et que les conseillers généraux, comme les Bernier et autre Saman, dans leur grande majorité , sont des béni - oui - oui et de fidèles exécutants des colonialistes et des capitalistes.

ECOLE D'INFIRMIERES DE POINTE A PITRE :

Des moeurs moyennageuses dans un cadre moderne

Bien des choses se passent à l'Ecole d'Infirmières de Pointe-à-Pitre.

C'est ainsi que la directrice de cette école a décidé de traduire une élève devant le conseil de discipline sous prétexte que celle-ci fume dans la salle de cours. Le prétexte reste grossier même si la directrice ce l'enrobe d'un tas de considérations morales tendant à faire croire que cette élève lui aurait manqué de "respect" . . .

En réalité, si on traduit cette élève devant le conseil de discipline c'est parce qu' au goût de la directrice elle n'hésite pas à exprimer ouvertement son opposition à certaines injustices commises dans cette école. Les travailleurs de l'hôpital ont été étonnés d'apprendre une telle chose. Il est effectivement difficile d'admettre qu' un fait aussi ridiculement anodin puisse être ainsi monté en épingle jusqu'à en faire un motif de renvoi. Mais quand on connait l'esprit qui règne à l'école d'infirmières, cela ne devrait plus étonner.

A l'origine les écoles d'infirmières étaient dirigées par des religieuses et les règles de vie y étaient rigoureuses et rétrogrades. S'il est vrai maintenant que ces écoles ne sont plus sous la direction des ecclésiastiques, il n'empêche pas moins que ce sont les mêmes méthodes qui continuent à dominer même si elles le font sous une forme insidieuse. Dernièrement encore,on apprenait la décision prise par la directrice de l'école de renvoyer pour une semaine de l'internat une étudiante âgée de plus de 20 ans, uniquement parce qu'elle avait passé la nuit à l'extérieur.

Voilà ce qui se cache derrière les beaux murs de cette école.

En réalité tout est fait pour infantiliser les gens, pour faire d'eux des futurs travailleurs dociles, sans personnalité et prêts à tout accepter. Et tous ceux qui se révoltent contre cette situation sont rapidement mis à l'index et deviennent les principales cibles du conseil de discipline ou autre instance du même genre. Cela est inadmissible ! Mais avec de telles méthodes, la directrice de cette école verra de plus en plus d'opposants se dresser en face d'elle.

ECHOS DES ENTREPRISES

C.H.F.F.
A SPITZ, ON NE POURRA PAS ATTENDRE LA MEYNARD.

«Bon Dié, pa fê la pli tombé o souèla». Tels sont les souhaits d'une malade de Spitz quand elle voit venir le mauvais temps puisque le toit fuit et que l'eau inonde son lit.

Quant à nous, hospitaliers, nous n'avons pas à compter sur le Bon Dieu pour réparer le toit, mais bien à signifier fermement à la Direction qu'à Spitz, on n'attendra pas la Meynard.

C.H.F.F.
RETOUR A L'ENVOYEUR.

A Civil, Fournier a fait une demande de matelas. Il en a reçu une demi-douzaine dont certains couverts de taches telles qu'on avait du mal à en distinguer la couleur d'origine et d'autres avec des trous de la taille d'un malade. Enfin ils étaient en si piteux état qu'on peut se demander si la direction n'a pas confondu service Fournier I et service Voirie.

Dommage que le service en renvoyant ces matelas ait omis de porter leur véritable destination : La Voirie.

C.H.F.F.
MANQUE DE MIXER A CLARAC

A la cuisine de Clarac, le mixer est en panne depuis environ deux mois.

Alors les repas qui doivent être mixés très finement pour une absorption liquide sont en réalité mal broyés. Et cela peut-être dangereux pour les malades qui ne peuvent avaler que de la nourriture liquide.

Faudra-t-il qu'un malade s'étouffe pour que la direction veuille équiper la cuisine d'un nouveau mixer.

SCA - BOULOGNE : LA DIRECTION VEUT EN PROFITER POUR AUGMENTER LES TACHES.

Profitant de la période actuelle de crise, les responsables de la plantation essaient par tous les moyens d'aggraver nos conditions de travail.

C'est ainsi que la semaine dernière, on a donné à 8 camarades femmes 15 sacs d'engrais à semer au lieu de 12. La veille déjà, 2 ou 3 d'entre elles avaient eu des sacs en surplus. Ce qui représente pour la direction un gain supplémentaire de plus de 2 journées de travail (plus de 24 sacs).

Mais sur notre demande, un des délégués est intervenu. Et la direction a enlevé les 3 sacs en surplus.

C.H.P.P.
QUAND L'ECONOME ECONO MISE . . .

D'habitude, nous commandions environ deux repas en plus à la cuisine. Ainsi, nous pouvions augmenter la ration de certains malades ou alors avoir à manger pour des éventuels entrants.

Dans le cadre de ses mesures restrictives, l'économe a décidé de supprimer cela. Et maintenant, nous sommes obligés de faire des commandes de dernière minute pour les entrants, et de rationner ceux qui en veulent un peu plus.

Les malades paient leur journée d'hospitalisation assez cher pour pouvoir exiger d'être nourris convenablement!

C.H.P.P.
LA SANTE DES MALADES AVANT TOUT !

Pour la direction, tous les moyens sont bons pour faire un plus d'économies !

Ainsi, elle revend les déchets alimentaires provenant des différents services, sans tenir compte des malades contagieux.

Ces déchets servent à nourrir des porcs qui . . . sont ensuite revendus à l'hôpital.

Ce procédé est scandaleux et sordide. Les déchets provenant des services quels qu'ils soient, doivent être jetés ! Nous ne devons pas accepter que la direction joue ainsi avec la santé des malades !

Blanchet : Faisons payer cher aux capitalistes . . .

(suite de la page 1)

aussi de puissantes affaires. C'est ainsi que Giscard est lié à la puissante famille Schneider, elle même liée au baron Empain, qui lui-même est lié à de nombreuses banques et exploite dans le monde 160.000 salariés. La famille Giscard d'Estaing est elle même une puissante famille capitaliste qui traite de grosses affaires au Gabon, en République Centrafricaine. L'état n'est pas l'état de toute la population. C'est l'état des riches et des capitalistes.

C'est en fait contre une telle puissance que les travailleurs de la canne en Guadeloupe se battent.

Pour les ouvriers d'usine comme pour les ouvriers agricoles ou les petits planteurs, le problème n'est pas tant d'affirmer leur désaccord et de crier «Non à la fermeture des usines !» que de se battre réellement et farouchement. Car, dans tous les cas, ils ont intérêt à se battre avec acharnement : qu'ils veuillent réellement le maintien de l'usine, qu'ils veuillent être indemnisés sur le capital de la société dans le cas où l'usine fermerait, de toutes façons, c'est le même combat acharné qu'ils ont à mener. . . Car les capitalistes ne sont pas prêts à céder facilement ni sur l'une, ni sur l'autre des revendications, bien évidemment.

Alors, lutte pour lutte, les travailleurs ont intérêt à se battre pour les objectifs les plus valables possibles. Pour cela ils ne sont démunis de moyens. Ils peuvent se payer sur le capital, se payer sur les machines, les biens de l'usine en les confisquant, mais surtout ils peuvent se battre pour la confiscation des terres de la SIS. Ils peuvent attaquer les biens des capitalistes. Il y a des milliers d'hectares de terre qu'ils peuvent travailler pour leur propre compte et aussi pour le bien de la population.

S'attaquer aux biens des capitalistes, confisquer les terres, cela demandera une lutte très dure, des sacrifices, de l'acharnement, une véritable rage de vaincre, de la ténacité.

Sur ces terres, les travailleurs du sucre peuvent cultiver bien d'autres choses que de la canne : des légumes, des cultures vivrières, tous ces produits importés et que des milliers de gens achètent dans les grands magasins à des prix si élevés. Ils pourront diversifier la production et créer un grand marché de fruits, légumes, agrumes. Et ils trouveront preneur car il y a en ce moment pénurie de produits locaux. Si les travailleurs de la canne savent s'attaquer au point sensible des capitalistes, c'est à dire à la caisse, au porte-monnaie, en occupant les terres, ils obtiendront satisfaction.

Bien des élus, bien des directions syndicales refusent de tenir un tel langage ou d'engager les travailleurs dans cette voie par respect de la sacro-sainte propiété privée. Mais les travailleurs n'ont aucun respect à avoir pour cette propriété capitaliste. Car c'est en volant les fruits de leur travail pendant plus d'un siècle, que les capitalistes ont pu disposer de cette puissance foncière. Ces terres, elles appartiennent aux milliers et milliers de travailleurs qui depuis des générations entières ont sué et peiné quotidiennement dessus.

Les travailleurs luttant pour l'accaparement des terres d'Empain ne ferait que récupérer un dû, quelque chose qu'ils ont déjà chèrement payé.

Pierre Jean Christophe

LUTTE DIRIGEE ET CONTROLEE PAR LES TRAVAILLEURS . . .

(suite de la page 1)

Face à cette détermination patronale, il est nécessaire que les travailleurs fassent preuve, non seulement de la plus grande détermination possible, mais opposent aux patrons et à l'état patron le front le plus large possible, et le plus organisé. Unis, plus nombreux dans la lutte, les travailleurs pourront faire céder plus facilement la classe des capitalistes sur leurs revendications les plus importantes.

Il est vain d'espérer que les syndicats vont offrir d'eux-mêmes, spontanément, une telle possibilité de lutter mieux aux travailleurs.

Faut-il alors se passer d'une telle perspective en se désespérant de la passivité des syndicats et de ce qu'ils tiennent à jouer le jeu admis par les capitalistes et rien de plus que cela ?

Nous ne le pensons pas. La voie vers une offensive des travailleurs peut s'ouvrir si dans chaque grève les travailleurs les plus combat ifs et les plus conscients, les plus soucieux des méthodes et des buts de la lutte ouvrière, se battent pour que ces grèves soient dirigées par une direction élue par les travailleurs. Une telle direction autonome par rapport aux syndicats et aux partis politiques est indispensable pour donner une perspective plus efficace aux luttes ouvrières.

Les jalons de la lutte tous ensemble peuvent être posés ainsi. Il faut mette à profit chaque conflit pour que s'organisent ceux qui veulent préparer une véritable offensive contre les patrons et administration coloniale . Le mécontentement qui couve peut déboucher sur un mouvement très prometteur à condition qu'il éclate sous la forme d'une lutte contrôlée et dirigée de bout en bout par les travailleurs eux-mêmes et non par les directions des partis traditionnels ou par leurs dirigeants qui sont couverts d'étiquettes syndicales.

Si un mouvement général doit se dérouler dans les jours à venir, les travailleurs doivent s'y préparer. C'est dès maintenant, dans leurs discussions et leurs assemblées générales qu'ils doivent affirmer leur volonté de diriger leurs luttes et, c'est dès maintenant qu'ils doivent formuler et discuter devant tous les revendications à mettre en avant.

Le gouvernement a lui-même mis en discussion le problème des bas salaires. Quand il a attaqué les fonctionnaires, il a démagogiquement opposé leurs salaires élevés (trop pour Dijoud) à ceux trop bas de la plupart des ouvriers et employés. Il a eu le culot de justifier la baisse prévue des salaires des fonctionnaires par la nécessité de «justifier» un salaire minimum (SMIC) plus bas qu'en France!

Les travailleurs doivent prendre le représentant de l'état bourgeois français au mot. Oui, les salaires des travailleurs sont infiniment trop bas par rapport à ce qu'il faudrait pour vivre décemment dans la situation actuelle. Et cela doit changer !

Pour l'avenir, les travailleurs, s'ils dirigent les Antilles, poseront ces problèmes autrement. Mais tant que nous vivons dans ce système et tout en le combattant, il faut exiger d'avoir des salaires et des conditions de travail adéquats.

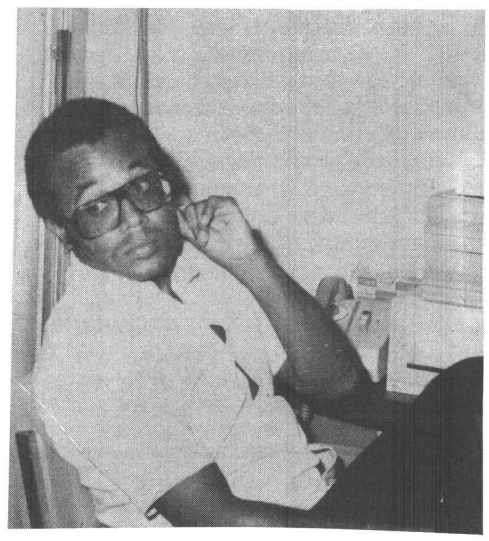
Et cela ne peut être obtenu qu'en imposant aux capitalistes un rapport de force les obligeant à négocier globalement l'amélioration générale de la situation des travailleurs.

Le journal Le Naïf en procès face à Hayot et Cottrell

C'est le vendredi 26 octobre que le directeur du journal «Le Naif» passera en procès devant la justice coloniale. En effet, Hayot et Cottrell, en tant que représentants de la communauté béké de la Martinique,reprochent à ce journal d'avoir publié une étude de Cabort - Masson sur la "paysannerie martiniquaise" dans laquelle ce dernier prône "l'élimination" de quelques gros propriétaires fonciers afin de résoudre les problèmes de la paysannerie en Martinique. Ces messieurs ont été suivis dans leur plainte par la justice coloniale qui poursuit elle aussi "Le Naif" et Cabort-Masson.

Messieurs Cottrell et Hayot sont bien impressionnables, s'ils se laissent autant troubler par quelques lignes d'un texte qui compte plusieurs dizaines de pages. A moins qu'ils ne craignent vraiment de rendre des comptes un jour à toute une population qu'ils continuent d'exploiter et de piller après que leurs ancêtres esclavagistes aient écrasé et exploité les esclaves.

Quant à nous, nous pensons que ce procès n'est qu'une tentative des gros capitalistes et du pouvoir colonial de mettre au pas un organe de presse qui n'est pas à leur entière dévotion. C'est pourquoi Combat Ouvrier apporte son soutien au "Naif" et proteste contre les poursuites intentées par Cottrell et Hayot.



Roland LAOUCHEZ directeur du Naif

Cambodge : L'HYPOCRISIE DES BOURGEOIS

Il ne se passe plus un jour en France sans que a presse, la radio, la télévision n'organisent une table ronde ou ne fassent état de déclarations indignées sur le Cambodge.

Dans toutes ces déclarations, c'est le Vietnam qui est mis en cause. Ce dernier a renversé le régime de Pol Pot au Cambodge il y a quelques mois et a repris ces jours derniers son offensive contre les derniers bastions des Khmers Rouges. Le Vietnam est accusé d'établir une nouvelle dictature et de contribuer au génocide du peuple cambodgien.

Il est certain que ce ne sont pas les grands principes généreux sur la libération des peuples qui ont présidé à la décision du Vietnam d'envahir le Cambodge et de renverser les dictateurs en place à Phnom Penh. Ses intérêts d'Etat, sa politique nationaliste et peut être ses visées sur la région ont dû peser lourd dans la balance. Encore que sur ce dernier point, il serait bien mal venu à l'impérialisme de lui en faire le reproche. C'est en effet l'impérialisme, qui de toutes pièces, a créé des Etats, a mis des barrières entre les peuples qui auparavant n'étaient pas séparés. Il serait donc tout à fait légitime qu'un pays propose une réunification aux peuples qui ont été divisés par l'impérialisme.

Il est certain aussi que la guerre qui oppose les troupes vietnamiennes et leurs alliés cambodgiens aux quelques résidus de l'armée de Pol - Pot fait des centaines de milliers de victimes dans la population civile. Mais personne ne démontre en quoi le Vietnam serait plus responsable de cette situation qu'un quelconque autre pays. Ce qui est certain en tous cas c'est que les troupes vietnamiennes ont été accueillies au Cambodge avec un certain soulagement. Le Vietnam a mis fin à sa façon à la dictature sanguinaire de Pol Pot. Cette dictature avait pratiquement mis toute la population cambodgienne dans un immense camp de travaux forcés. Les atrocités connues de tous ne se comptaient plus. Des millions de cambodgiens ont été assassinés sous le règne de Pol Pot.

En fait accuser le Vietnam aujourd'hui, c'est une façon crapuleuse pour les hommes politiques bourgeois, pour les journalistes des pays impérialistes de ne pas chercher les véritables responsables du drame que traverse le Cambodge.

Qui a mené la guerre généralisée dans cette partie du monde si ce n'est l'impérialisme français ? Et qui donc a ramené le Cambodge au centre des combats alors qu'il se voulait neutre si ce n'est l'impérialisme américain cette fois.

En ces temps là, les journalistes, les hommes politiques bourgeois ne manifestaient pas la même énergie à défendre les populations que leurs propres gouvernements faisaient massacrer.

Dans cette affaire, ce qu'ont à faire les travailleurs ce n'est pas de se joindre au concert donné par les bourgeois bien pensants, ce qu' ils ont à faire c'est d'expliquer, de dénoncer ceux qui sont réellement à l'origine d'une telle situation.

C'est d'expliquer aussi que si les grandes puissances et tous leurs porte-paroles voulaient réellement aider le Cambodge elles ne baveraient pas à longueur de journée sur les ondes. Si elles étaient si émues du sort des populations, elles mettraient à la disposition des Cambodgiens des millions de tonnes de nourriture au lieu de les détruire régulièrement pour ne pas déséquilibrer leur marché. Elles feraient transporter toutes les aides par les milliers d'hommes et par les moyens de transports sophistiqués qu' elles entretiennent . . . pour faire la guerre.

Tout le reste n'est qu'hypocrisie.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728